

Les semaines sociales de France 2011

La Démocratie, une idée neuve

*On trouve ici des notes personnelles donc interprétées et lacunaires.
Les citations de documents des Semaines sociales de France sont notées SSF.*

(réalisé par Bruno ESTRANGIN)

Tables de matières

I Documentation

1 Accès aux vidéos de la session par "voie d'intégralité des vidéos" ; au 20 janvier 2012 il y a 11 vidéos

- 1.1 L'opinion fait-elle la démocratie ?
- 1.2 Grandeurs et insuffisances de la démocratie
- 1.3 Le procès de la démocratie
- 1.4 La crise des corps intermédiaires
- 1.5 Crise de l'euro, comprendre et agir
- 1.6 Métamorphose de la démocratie : vers une démocratie réelle
- 1.7 La démocratie des autres
- 1.8 Démocratie, quelle place pour la gratuité ?
- 1.9 L'église et la démocratie
- 1.10 Questions aux candidats
- 1.11 Eduquer à l'engagement démocratique

2 L'onglet "documents" donne plusieurs accès

3 Participation à la session

II Session

1 Introduction par Jérôme Vignon

2 L'opinion fait-elle la démocratie ?

- 2.1 Introduction
- 2.2 Asma Nouria
- 2.3 Aleksander Smolar
- 2.4 Olivier Mongin
- 2.5 Robert Rochefort

3 Grandeurs et insuffisances de la démocratie

- 3.1 Introduction
- 3.2 Paul Thibaud, philosophe
- 3.3 Véronique Davienne, déléguée nationale adjointe France d'ATD Quart Monde

4 Le procès de la démocratie - Pierre Manent, philosophe

- 4.1 Introduction
- 4.2 Définition originelle de la démocratie
- 4.3 Les changements apportés par la démocratie
- 4.4 La loi
- 4.5 Les communautés

5 La crise des corps intermédiaires

- 5.1 Introduction
- 5.2 Jean-Paul Delevoy, Président du Conseil Economique, Social et Environnemental

- 5.3 Bernard Ibal, du bureau confédéral de la CFTC
- 5.4 Geneviève Roy, vice-présidente de la CGPME
- 5.5 Débat
- 5.6 Table ronde avec Jean-Paul Delevoy, Bernard Ibal, Geneviève Roy
- 6 Conférence de Michel Camdessus et Sylvie Goulard sur la crise financière
 - 6.1 Comment en est-on arrivé là ? (Michel Camdessus)
 - Une spirale de la défiance
 - Une crise conjoncturelle lourde et difficile
 - Une crise des valeurs
 - 6.2 Sylvie Goulard
 - 6.3 Débat
- 7 Métamorphoses de la démocratie, vers une démocratie réelle (Loïc Blondiaux, professeur en sciences politiques à la Sorbonne, chercheur en sociologie et sciences politiques)
 - 7.1 Introduction
 - 7.2 Préliminaire
 - 7.3 Etat des lieux et critique
 - Crise d'efficacité
 - Crise de légitimité
 - 7.4 Repenser une démocratie réelle
 - Niveau institutionnel
 - Niveau contrôle de la démocratie
 - Démocratie délibérative
 - 7.5 Débat
- 8 Une expérience de délibération démocratique
 - 8.1 Présentation
 - 8.2 Déroulement
- 9 Dans la démocratie, quelle place pour la gratuité ? (Jean-Luc Marion, philosophe, membre de l'Académie)
 - 9.1 Introduction
 - 9.2 Développement
 - 9.3 Débat et Don-Echange-Temps-Ecologie
- 10 La démocratie des autres (Pascal Lamy, Directeur général de l'OMC)
 - 10.1 Introduction
 - 10.2 Développement
 - 10.3 Débat
 - Question
 - La justice guide-t-elle son action ?
 - OMC, promotion de la femme et démocratie ?
- 11 L'Eglise et la démocratie
 - 11.1 Christiane Pedotti, fondatrice du comité de la jupe
 - 11.2 Laurent Villemin, prêtre, professeur d'ecclésiologie à l'Institut Catholique de Paris
 - L'Eglise est le signe et le moyen de l'unité du genre humain (Lumen Gentium)
 - L'Eglise n'est pas une démocratie
 - Les valeurs démocratiques doivent pénétrer davantage l'Eglise
 - L'appartenance à l'Eglise requiert l'auto-conversion
 - Cinq règles
- 12 Restitution d'expériences de délibération démocratique de la veille
- 13 Questions aux candidats à l'élection présidentielle et débat
 - 13.1 François Bayrou (Modem)
 - Propositions
 - Débat

Aleksander Smolar - politologue polonais, ancien conseiller spécial de Mazowiecki, premier chef de gouvernement de l'ère post-communiste en Pologne.

1- Introduction :

« Quelle place les pays démocratique accordent-ils aux valeurs portées par les aspirations populaires qui s'expriment au Sud, sur la toile et dans les rues et peinent en Europe, à trouver des formes d'expression structurées ? Quel place font-ils aux laissés-pour-compte du progrès ? Dans une société de l'immédiateté rythmée par les médias de masse, les sondages et les échéances électorales, le politique peut-il encore donner une vision à long terme ? (SSF) »

En Tunisie, Egypte, Pologne, autres pays de l'Est, des citoyens ont soutenu la démocratie au **risque de leur vie** .

Avant la révolution, un **opinion publique** précède. Qu'espère-t-elle ? Qu'avons-nous fait de l'opinion publique ?

2.2- Asma Nouria

Contrairement à Bourdieu, l'opinion publique n'est pas un artéfact.

Avant le 14 janvier 2011, une opinion publique s'est manifestée en Tunisie. Non par les médias qui sont contrôlés, mais par la **blogosphère** en particulier Facebook dès 2008. Il y a eu jusqu'à 2 millions d'utilisateurs. Facebook est aussi une source d'intox ; s'y expriment des islamistes de tous poils.

Après la révolution, l'opinion publique est maniable, divisée. Elle réclame la défense du travail.

En Tunisie, la culture courante est d'associer **l'islam et la loi**.

La création d'une **assemblée constituante** a été imposée plutôt que l'élection d'un président.

G. Vignon interroge : internet est-il créateur de démocratie ?

Comment se situe la majorité par rapport à l'islam ? Il y a un rapport de **pouvoir/contre-pouvoir entre islam laïque et islam radical**.

Quelle est la place de la femme : les **femmes tunisiennes sont assez mures** pour se défendre.

La **Tunisie recherche un modèle démocratique différent** pour bâtir sa démocratie.

2.3- Aleksander Smolar

A l'époque de Solidarnosk, on écoutait les **radios étrangères** (Voice of America, BBC, RFI).

2 ans avant la révolution, 80% de l'opinion était favorable au socialisme, présenté par le pouvoir comme le résultat d'une loi de l'histoire.

La Pologne a suivi le **modèle occidental** (alors que Tunisie et Égypte sont souvent en opposition à l'occident).

La Pologne a eu la volonté d'entrer dans l'UE, laquelle a effectué des contrôles très forts avant l'entrée. **Après l'entrée dans l'UE, il n'y a plus de contrôles**.

L'Eglise polonaise a énormément contribué à la révolution.

Il y a eu un débat avec l'Église, **les évêques qui n'acceptaient pas d'autonomie pour la sphère publique**. Il existe un parti opposé à l'influence de l'Église.

La Pologne est le seul pays européen à échapper à la crise. L'économie a été libéralisée, l'influence de l'État diminuée, **le système bancaire est très bien contrôlé**.

2.4- Olivier Mongin

Il y a des moments comme 1789 où la souveraineté populaire est la source de l'autorité, mais cela entraîne une surcharge de responsabilités.

Il n'y a pas de démocratie sans démocrates qui décident tant bien que mal d'être unis dans la discorde.

Aujourd'hui, il y a une grande méfiance par rapport à la démocratie représentative : les pouvoirs ne font plus autorité, les citoyens se sentent mal représentés.
La **démocratie sociale**, c'est mutualiser les risques, mais avec qui voulons-nous partager ?
La **démocratie d'opinion** est fragilisée par le manque de formation de l'opinion.
Depuis 1983, le tournant néo-libéral a développé l'individualisme.

2.5- Robert Rochefort

Il y a bien une dérive de l'expertise. En combinant intérêts collectifs et particuliers, on a dérivé vers les consumérismes. L' « opinion » devient : donnez-moi ce à quoi j'ai droit.

- ⤴ politiquement correct : On observe une dictature de la majorité, du politiquement correct. Une éducation civique est nécessaire.
A Bruxelles, il y a de 4000 à 5000 lobbystes dont très peu d'associations telles qu'ATD.
Les politiques ont besoin d'être soutenus.
- ⤴ vie civique à l'école : Il faut impérativement refuser toute discrimination au sein de l'école.
- ⤴ Rôle et place des corps intermédiaires. Pour ATD, il faut des espaces de débat en présence des élus qui écoutent ce qui se dit. En France : le Conseil Économique social et environnemental ; en Europe, le Conseil Économique et social.

3- Grandeurs et insuffisances de la démocratie

3.1- Introduction

« Depuis sa naissance, la démocratie est synonyme de liberté, de justice sociale et de croissance économique. Or de multiples facteurs entravent ce fonctionnement. La complexité croissante des sociétés modernes augmente les contraintes issues d'une économie de plus en plus financiarisée qui pèsent sur les États. Et ce au point de mettre en question la démocratie représentative nationale. L'accroissement des inégalités constatée depuis plusieurs décennies, le tassement de la croissance, le recul des libertés lui imposent aujourd'hui un nécessaire renouveau. (SSF).»

3.2- Paul Thibaud, philosophe

Comment va la démocratie ?

Points positifs :

- ⤴ un horizon indépassable
- ⤴ elle s'étend
- ⤴ elle s'oppose à l'arbitraire étatique
- ⤴ le grand bénéficiaire est l'individu

Points négatifs :

- ⤴ défaite du citoyen par rapport à l'individu
- ⤴ développement d'un jeu de qui perd gagne en Europe
- ⤴ processus de désinstitutionnalisation
- ⤴ le principe de précaution est un signe du malaise

Ce que nous avons perdu : de 1945 à 1975, le régime démocratique était équilibré. La question est aujourd'hui : comment faire société en laissant une place aux droits individuels ?

Mais on a le sentiment de pouvoir se reposer et jouir de nos droits.
Mais la notion d'entreprise commune est discréditée.

4.4- La loi

Dans les démocraties classiques, elle était le résultat d'un long processus. Elle est remplacée par une règle procédurale et l'ensemble des règles constitue la « gouvernance » démocratique.

Il y a là un abandon de légitimité démocratique. La gouvernance des règles est devenue un substitut au gouvernement des lois. La règle est supposée se suffire à elle-même. La règle s'appuie sur une autre légitimité que la loi.

La démocratie est mise sous tutelle par les règles. Et il y a une perte de confiance dans des actions communes.

4.5- Les communautés

On ne peut pas les dissoudre sans dissoudre aussi, famille, mariage, églises.

5- La crise des corps intermédiaires

5.1- Introduction

« Les élans de générosité des français n'endiguent pas l'effondrement des solidarités et l'aspiration généralisée des individus à l'assurance contre le risque. Le peu de représentativité des syndicats est un symptôme inquiétant de ce désintérêt croissant des citoyens pour la solidarité nationale. Surtout lorsqu'il s'accompagne d'une montée des corporatismes et des lobbies. Comment comprendre et remédier à ce délitement des médiations entre les citoyens et le pouvoir ?

5.2- Jean-Paul Delevoye - Président du Conseil Economique Social et Environnemental, ancien médiateur de la République.

La culture politique française a toujours négligé les corps intermédiaires, alors qu'après la deuxième guerre mondiale le fédéralisme et le tripartisme se sont développés en Allemagne. En France, les rapports du collectif et de l'individu ont complètement changé. On est passé **de la satisfaction des besoins à la satisfaction des envies.**

On choisit de plus en plus le politique pour la **protection de sa niche fiscale.**

Le **repli identitaire** est très dangereux et crée un risque de **populisme.**

On préfère **soulager sa conscience** plutôt que régler un problème.

Pourquoi a-t-on peur des syndicats ?

Nous avons une **démocratie d'émotion et non de conviction** qui nous impose de réfléchir aux éléments de stabilisation.

Il y a une **crise de confiance** dans l'opinion : 40% des français disent que les politiques les ont abandonnés.

En France, l'Etat décide et on exécute. Il faudrait une démarche en quatre étapes :

- ⤴ pédagogie des enjeux
- ⤴ débat
- ⤴ décision
- ⤴ adhésion à la décision

Nous avons besoin de lieux d'appropriation des enjeux.

La France n'est plus capable de débattre sur des sujets comme le nucléaire, les OGM, les nanotechnologies.

En France, **on s'écoute de moins en moins.**

On préfère la **jouissance du pouvoir** à l'exercice du pouvoir.

Le **milieu associatif** a un rôle à jouer.

Les français ne veulent **pas être instrumentalisés.**

Comment **redonner du temps aux décideurs** économiques, politiques ?

Les nouvelles technologies de communication peuvent permettre la création de réseaux, le développement d'une horizontalité.

N'oublions pas que l'origine du nazisme est l'humiliation du peuple allemand par les alliés.

En 2012, 2013, la France va devenir le **premier pays émetteur de dette souveraine** : 300 milliards d'€ à un taux de 3 à 4%.

Michel Camdessus disait qu'il fallait à la France un taux de croissance de 2 à 3%, mais avec le **vieillessement** de la population, on aura au mieux 1,5%.

Jusqu'où peut-on faire supporter au peuple : la droite est favorable aux médecins et la gauche aux fonctionnaires.

Jusqu'où les pays riches paieront pour les pauvres ? Il faudrait une pression des corps intermédiaires responsables.

Nous allons vers des conflits sur la retraite, la sécurité sociale, le chômage.

L'Europe a besoin de 50 millions de population étrangère. Par manque d'identité, on ne sait pas intégrer.

Avec Gilles Kepel, il faut refuser l'école des banlieues : la concurrence de l'économie souterraine.

Il y a une rupture des liens ; il faut construire des espérances individuelles.

En France on privilégie le choix de la réponse plutôt que celui de la question.

Les élections présidentielles doivent être l'occasion d'un vrai débat qui engage la France pour des décennies.

5.3- Bernard Ibal, du bureau confédéral de la CFTC

Le mouvement des indignés est le contraire des corps intermédiaires. Pour la CFTC, si on ne reconnaît pas dans chaque homme une valeur spirituelle, alors il n'aura qu'une valeur marchande.

5% des salariés dans le privé sont syndiqués. En Allemagne, il y a des accords collectifs qui ne sont accessibles qu'aux syndiqués.

Aujourd'hui, la force d'un syndicat se mesure à sa capacité de nuire.

Il y a une amélioration du dialogue social depuis le Grenelle de 2007, où l'on a fabriqué un bien commun. Pourrait-il exister un comité permanent du dialogue social comme en Hollande ?

Il y a un **blocage démocratique dû à la financiarisation** de l'entreprise : les propriétaires de capitaux sont volatils. On a besoin d'un changement de gouvernance dans l'entreprise.

Il y a une augmentation des inégalités : 600 000 travailleurs gagnent moins de 750 € par mois.

80% de l'effort sur les retraites a porté sur les salariés.

Internet submerge les syndicats ; on y fait des forums et non des meetings.

5.4- Geneviève Roy, vice-présidente de la CGPME

Les chefs d'entreprise sont également très peu syndiqués. Les élections tous les 4 ans définissent la représentativité des syndicats.

La protection sociale pèse sur les entreprises. Comment justifier que la **branche famille** soit à leur charge ?

Il n'y a pas assez d'entrepreneurs.

On a du mal à faire communauté car **les revendications des individus sont illimitées.**

L'individu retrouvera le sens de ses limites en **retrouvant le sens des communautés.**

- ⤴ Les japonais sont endettés dans leur propre monnaie.
- ⤴ L'Allemagne ne peut accepter de laisser dériver l'inflation. La France a une position différente.
- ⤴ La BCE ne peut faire grand chose. Une discipline budgétaire immédiate pourrait permettre un assouplissement de la BCE.

Sur la possibilité de nouvelles ressources :

SG : par rapport à la BCE

- ⤴ le **parlement européen est favorable à une taxation sur les transactions financières.**
 - Le Grande Bretagne et la Suède sont contre-pouvoir
 - de même que les USA et l'Asie
- ⤴ les banques exercent un chantage : si on taxe, on s'en va
- ⤴ est favorable à une **rigueur**. La BCE a constaté que dès qu'elle apporte un support, Berlusconi a baissé ses efforts. L'inflation est adorée par les politiques. En fait elle est un vol des épargnants.
- ⤴ **L'innovation sera le vrai moteur.**

Sur la possibilité d'alternatives

MC : Faut-il nationaliser les banques ? En fait les banques ont des contraintes, doivent renforcer leurs fonds propres. Les nationaliser ne changera pas.

Quels sont les défis :

- ⤴ réduire l'endettement pour ramener la confiance
- ⤴ **réduire le déficit public, mais aussi :**
 - apporter une aide aux plus **pauvres**
 - développer la **formation**
 - soutenir l'**innovation**
 - lutter contre le **changement climatique**
 - poursuivre l'**aide aux PVD** conformément aux objectifs du millénaire.

Quelles sont les recettes ?

- ⤴ des efforts exceptionnels
- ⤴ l'enrichissement des plus riches crée une situation scandaleuse
- ⤴ **plafonner les revenus primaires**, par exemple à 100 SMIC (il y a des revenus de plus de 800 SMIC)
- ⤴ augmenter les tranches **marginales d'imposition à 60%**
- ⤴ instaurer une **taxation sur les revenus en capital**
- ⤴ **supprimer les niches fiscales** ; n'en créer que pour lutter contre la **pauvreté** et pour soutenir l'**innovation**
- ⤴ éviter les survalorisations foncières
- ⤴ récrire une loi fiscale vers plus de justice qui réduise les inégalités et permette une croissance soutenue.
- ⤴ à moyen terme :
 - instaurer une **règle d'or**
 - **équilibrer le budget** avant la fin du quinquennat
 - faire une **loi fiscale**
 - ramener les **dépenses publiques au niveau moyen de l'Europe**

SG :

- ⤴ **la dette des états devrait être mise en commun quand elle dépasse 60% du PIB**
- ⤴ il faut réduire les inégalités entre pays de l'union, y compris les inégalités dans l'éducation et le culturel
- ⤴ pour cela il faut **harmoniser certaines politiques fiscales**

- ⤴ les états qui ne sont pas d'accord doivent quitter l'Union Européenne
- ⤴ à Long Terme, il faut forger un **état d'esprit européen** et créer un **chèque éducation**.
- ⤴ On s'est battu pour défendre le PEAD (Plan d'Aide aux plus Démunis)
- ⤴ Comment accepter la rémunération folle des footballeurs : la société ne tourne pas rond
- ⤴ Nous devons aller vers une **société sobre** face à la raréfaction des ressources.

Sur la démocratie :

SG :

- ⤴ Les peuples partagent les mêmes soucis. Il y a un changement d'échelle de la démocratie.
- ⤴ Le **Conseil Européen** (sommet des chefs d'état ou de gouvernement des 27 états de l'UE) **est un échec**.
- ⤴ **Les allemands nous ont donné le DM ; qu'a donné la France ?**
- ⤴ Le nationalisme est incompatible avec un projet européen. Le Conseil Européen cherche toujours à nationaliser.
- ⤴ Je suis favorable à une **Europe communautaire avec des institutions**, pas opposition à une juxtaposition de gouvernements.

Sur la dette :

MC :

- ⤴ **C'est la démagogie qui fait la dette**. Il faut penser aux enfants.
- ⤴ La dette va en tendance vers 12%, 140% du PIB. **Au-delà du seuil de 90%, il est très difficile de la rembourser.**
- ⤴ **La dette US est un privilège exorbitant du dollar**. Il faudrait un système international tri-polaire : Amérique, Europe, Asie.
- ⤴ Y-a-t-il une dictature des marchés ? En fait nous sommes le marché.
- ⤴ Le FMI intervient en Afrique et en Amérique du Sud, mais auparavant en Corée, Thaïlande, Grande Bretagne, Italie.

Sur la situation en Europe

SG :

- ⤴ les pays en situation la meilleure : Pays-Bas, Allemagne, Autriche, Grande Bretagne, Italie.
- ⤴ Ces pays **n'ont pas abandonné leurs services publics**, ce qui montre que l'on peut les gérer mieux
- ⤴ Ces pays sont ouverts à la mondialisation.

7- Métamorphoses de la démocratie, vers une démocratie réelle

Loïc Blondiaux, professeur en sciences politiques à la Sorbonne, chercheur en sociologie et sciences politiques/

7.1- Introduction

« Même si la toile de fond semble sombre, des formes de démocratie, dont les citoyens sont directement les initiateurs, se font jour. On peut citer les comités de quartier, la mise en œuvre de la responsabilité sociale des entreprises, le commerce équitable, l'économie solidaire, le micro-crédit. Ces initiatives, nées sur la base de besoins concrets, bien souvent en marge des institutions, participent au renouveau de la vie démocratique. Peuvent-elles créer un nouveau dialogue démocratique ? Comment s'articuleront-elles avec la démocratie formelle ? (SSF) »

7.2- Préliminaire

Depuis quelques mois, on constate la fin de l'évidence démocratique. Qui gouverne ? Sommes-

Il faudrait un tel débat sur le nucléaire.

7.5- Débat

Référendum d'initiative populaire :

- ⤴ y est favorable : aujourd'hui, les politiques prennent des décisions en opposition avec le peuple

Quelle règle appliquer aux médias ?

- ⤴ ils sont possédés par de grands groupes industriels et financiers
- ⤴ le pluralisme de la presse a disparu
- ⤴ internet à son tour est menacé ; la gratuité du net est en débat

Faut-il tirer au sort des représentants ?

- ⤴ Difficilement, car tout le monde n'a pas les capacités pour influencer les décisions

Quand les chercheurs doivent trouver des financements extérieurs, ils ne sont plus indépendants et il y a une disparition de l'expertise publique.

Bio-éthique

- ⤴ il faudrait une organisation pluraliste

Vote obligatoire

- ⤴ en serait plutôt partisan. Cela existe en Belgique.

Autogestion

- ⤴ est pessimiste sur ce sujet

8- Une expérience de délibération démocratique

8.1- Présentation

« Les participants deviennent acteurs. Ils sont invités à se répartir par petits groupes de 10 à 12 personnes autour d'un thème choisi parmi une liste d'une douzaine et à y travailler selon un déroulement et une méthode précisée au cours de la session . Le but de l'exercice est de parier sur l'idée qu'une attitude d'écoute a une réelle fécondité politique. On fera ainsi l'expérience autour d'enjeux réels, des apports qui peuvent naître de la mise en commun des idées et des perceptions de chacun.

8.2- Déroulement

Nous avons été animateur d'un groupe sur : renforcer l'Europe de la cohésion sociale. Cette expérience laisse un **souvenir marquant** aux participants. Ceux-ci ont choisi leur thème librement, par affinité. Chacun a pu faire l'expérience d'une **évolution de ses positions initiales par l'écoute et la participation** à la discussion, pour arriver à une position commune. Ce travail en groupe est différent des expériences que l'on a pu avoir dans un milieu professionnel. En effet, les participants ne se connaissaient pas, n'étaient pas en concurrence, n'étaient pas des experts du sujet, mais étaient tous « politiquement » concernés.

9- Dans la démocratie, quelle place pour la gratuité.
Jean-Luc Marion, philosophe, de l'académie française

9.1- Introduction :

« Notre monde dominé par le matérialisme repose sur l'hypothèse d'un individu « rationnel » guidé par ses seuls intérêts. L'intérêt général apparaît comme la somme, au mieux comme la sublimation, des intérêts particuliers de chacun. Quel regard chrétien porter sur une telle vie sociale ? La gratuité n'a-t-elle pas sa place dans le dialogue démocratique . Mieux : n'est-elle pas autant voire plus rationnelle que tout autre choix ? (SSF) »

9.2- Développement

La démocratie suppose un sujet politique.

Le citoyen est un agent économique pour Lock, producteur et consommateur :

- ⤴ je suis propriétaire de moi-même et de ce que je produis
- ⤴ cette notion est à l'origine du suffrage censitaire (vote réservé aux personnes qui s'acquittent d'un impôt)
- ⤴ noter que Marx n'abolit pas la propriété privée, mais l'appropriation de celle d'autrui

Le lien agent économique - agent politique se désagrège. Il faut identifier acteur politique et agent économique.

Des fractures :

- ⤴ la **croissance** ne réduit pas le chômage (la croissance repose-t-elle sur une croissance du chômage?)
- ⤴ le **bien commun** n'est pas la somme des biens individuels
- ⤴ le débat politique n'est pas le **débat médiatique**, lequel peut faire écran

Faut-il subir ou penser :

On a une crise des rapports entre structure et politique/économie.

En effet, l'économie repose-t-elle sur l'échange ? Pour Mauss, le **don** est un **échange gratuit**, qui entraîne un autre don etc.

La logique du don est irréductible au commerce : le don se continue par un échange réel ou symbolique, donc le don n'est pas un échange qui s'ignore.

L'échange suppose un donateur, un donataire, un objet donné

Dans le don, un des termes disparaît :

- ⤴ don sans donataire : don aux œuvres
- ⤴ don à un ennemi ; on est sûr qu'il ne vous rendra pas
- ⤴ don sans donateur : l'héritage, don fait pas un mort, non lié à un intérêt ; Dieu aussi dispense ses bienfaits aux bons et aux méchants.

Dans un don, on donne aussi ce qui va avec : on n'achète pas le temps. Il n'y a que des dons de très peu de valeur qui sont matériels.

Celui qui aime est le premier qui fait un geste et qui prend le risque d'un non-retour. Ceci est le privilège de Dieu. L'amour a un pouvoir créateur.

Pour la démocratie, l'économie n'est peut-être pas la superstructure. L'économie repose sur la morale.

Le citoyen est-il un agent économique ; c'est douteux.

Le pouvoir vient de Dieu ? Mais Dieu n'exerce pas le pouvoir. L'Éclésiaste est le peuple convoqué par le Seigneur.

Comment le pouvoir s'est-il concentré entre les mains de quelques-uns ?

L'Église a trois rôles :

- ⤴ sanctification,
- ⤴ enseignement,
- ⤴ gouvernement.

Est-ce un détournement du bien commun ?

Cette concentration est contre-productive :

- ⤴ le recrutement est très étroit
- ⤴ la base est de plus en plus étroite, ce qui laisse de grands charismes inexploités

Des aménagements sont nécessaires. Pourquoi ne pas envisager des conseillers laïques auprès des cardinaux ?

Si on réunissait un concile aujourd'hui, il réunirait 5000 personnes, pas de femmes, rien que des hommes et tous célibataires !

11.2- Laurent Villemin

L'Église est le signe et le moyen de l'unité du genre humain (Lumen Gentium)

L'Église est en intimité avec Dieu.

L'Église n'est pas une démocratie

Mais il peut exister en son sein des pratiques démocratiques.

- ⤴ Les baptisés sont tous égaux : prêtres, prophètes et rois
- ⤴ l'Église est un don. Elle n'est la propriété de personne.

Dans l'Église, tous sont soumis à la Parole de Dieu.

Le pouvoir s'y exerce au niveau personnel, synodal, collégial.

Les valeurs démocratiques doivent pénétrer plus dans l'Église

L'Évangile est largement le lieu de naissance de la démocratie.

Les valeurs en sont la fraternité, l'égalité et le bien commun.

L'Église doit pouvoir critiquer les démocraties et pour cela en vivre.

L'appartenance à l'Église requiert l'auto-conversion

Cinq règles

1. Stimuler et permettre l'expression d'une opinion publique dans l'Église
2. Favoriser la consultation et la réception
 - ⤴ consultation de ce qui doit être approuvé par tous (conseils, synodes ...)
 - ⤴ réception : en effet, des choses n'ont encore jamais été reçues.
3. Attention aux petits et aux faibles ; en effet des gens pauvres n'ont pas de voix.
4. Accorder une place à la raison. On doit pouvoir exprimer son point de vue
 - ⤴ dérive du piétisme qui est une fuite devant la raison argumentative
 - ⤴ danger de l'intimisme qui prône le « je fais ce que je peux »
5. faire confiance au débat et même au conflit, sous le contrôle de la charité

12- Restitution des expériences de délibération démocratique de la veille

Environ 250 groupes ont délibéré.

Les propositions seront reprises par le Conseil des Semaines Sociales.

13- Questions aux candidats à l'élection présidentielle et débat

On trouve les propos des candidats à :

http://www.ssf-fr.org/56_p_26423/questions-aux-candidats.html

13.1- François Bayrou (Modem), Président du Modem

propositions

- ✦ La dette, il est inacceptable de la transmettre à nos enfants.
- ✦ réhabiliter dans l'entreprise les hommes et les femmes qui sont porteur d'un projet
- ✦ réaliser une réforme fiscale systémique, un Grenelle de la fiscalité
- ✦ rendre le développement durable, en particulier dans le sud où le développement de l'éducation est une condition de la création de richesses
- ✦ définir une politique énergétique commune au niveau européenne
- ✦ faire de l'Europe un espace de diversité et de respect
- ✦ redynamiser la démocratie locale
- ✦ éduquer les jeunes à la citoyenneté dès le plus jeune âge
- ✦ par rapport aux flux migratoires, inciter à la mixité sociale
- ✦ préserver le libre accès aux soins
- ✦ éduquer à la santé : chacun est responsable de son capital santé
- ✦ pour le logement, développer la médiation avec les propriétaires
- ✦ dans l'éducation, la famille a un rôle premier
- ✦ améliorer la formation pédagogique des maîtres
- ✦ la culture se numérise, définir une charte éthique numérique
- ✦ faire plus de place au fait religieux dans les médias

débat

La démocratie n'est pas le vote.

En 1911, Marc Sangnier affirmait la nécessité de porter au plus haut la conscience et la responsabilité.

La démocratie n'est pas la société de communication dont l'objectif est de dissimuler aux citoyens de manière à les amener où on veut.

Quatre exigences :

1. exigence de **prendre en charge la nécessité** : eau, nourriture, logement, éducation
2. exigence de **liberté** : libération de la créativité de chacun ; dans l'éducation, éducation de chacun à l'esprit critique.
La laïcité, c'est dissocier la loi religieuse et la loi civile (contrairement à l'islam)
3. exigence de **souveraineté** :
 - ✦ le citoyen doit pouvoir influencer sur le monde
 - ✦ les pouvoirs doivent être séparés ; en particulier la presse doit être libre
 - ✦ autonomie du parlement par rapport à l'exécutif
 - ✦ autonomie de la justice
 - ✦ A l'échelle européenne, il faut re-fonder l'Union Européenne : la bi-polarisation France Allemagne est contraire aux objectifs de l'Europe. Elle exclut aussi la Commission Européenne

- ⤴ Ne pas avoir peur de la mondialisation
- ⤴ Passer d'un G20 à un G25 pour inclure les pays émergents
- ⤴ instaurer une traçabilité sociale des entreprises
- ⤴ donner une priorité au sort des plus fragiles

Quant aux 500 signatures, remarquons que 50 000 élus ont le pouvoir de soutenir l'expression d'un courant politique. Il serait inimaginable qu'elle n'obtienne pas les 500 signatures et que devant la crise les élus ne veuillent soutenir que le PS et l'UMP.

13.5- Hervé Mariton (UMP), Député UMP de la Drôme

Se définit comme un libéral pragmatique.

Le fil directeur pour 2012 : l'avenir de nos enfants. Les défis :

- ⤴ le temps politique est incohérent avec les réponses à apporter à la crise
- ⤴ le FESF n'est pas encore opérationnel
- ⤴ les délais nécessaires pour réunir les parlements sont longs

Il faut re-fonder l'Europe pour avoir « mieux d'Europe ». Des transferts de souveraineté sont nécessaires et aussi rapatrier dans les états des décisions qui sont prises au niveau européen.

Il faut renouveler les réponses à la démocratie : l'avenir de nos enfants requiert une espérance à construire.

Il faudrait créer des élections européennes , recréer l'esprit « nous le peuple ».
Il faudrait donner une définition de la famille.

Le progrès de la décentralisation peut être un progrès de la démocratie.

La démocratie est une éthique de la discussion.

14- Eduquer à l'engagement démocratique

14.1- Introduction

« Comment éduquer à la prise en compte du point de vue de l'autre ? Comment apprendre le dialogue, même lorsque les différences apparaissent insurmontables ? Comment parvenir à la reconnaissance mutuelle de la dignité des personnes ? Il est urgent d'inventer des formes d'éducation qui font place à l'équité plutôt qu'à l'égalitarisme, au développement des avantages collectifs plutôt qu'au compromis entre les intérêts individuels, à la coopération plutôt qu'à la compétition. (SSF) »

14.2- Guillaume Légaut, délégué général du conseil des entreprises, employeurs et groupements de l'économie sociale (CEGES), et ancien président des Scouts et Guides de France

Constatation de trois mutations :

1. unité de la personne humaine : les individus consommateurs s'éclatent, ce qui est dommage
2. rapport à l'autorité, le rôle de l'expérience : les jeunes rejettent toute adhésion à une communauté de référence du militant au sympathisant
3. multiplicité des appartenances : les attaches sont plurielles et parfois contradictoires

La relation éducative est construite sur une logique du don. Aux scouts, on s'oriente de plus en plus vers une progression collective - un fleuve sans rivage devient vite un marécage.

L'école apporte de moins en moins de savoir-être.

On a besoin d'une démocratie de capacité (Amartya Sen). Savoir faire du vélo n'est pas posséder un vélo.

On a besoin d'une éthique du dialogue : la capacité à faire vivre ensemble des systèmes différents de valeur.

Le bien commun se construit entre soi et non en soi. Il peut exister plusieurs biens communs.

14.2- Vaira Vike-Freiberga, Présidente de la Lettonie depuis 1999, docteur en psychologie

La Lettonie a été une démocratie de 1920 à 1940. Et de nouveau depuis 1990. Elle est membre de l'UE et de l'OTAN.

La démocratie n'est pas un objet. C'est un rêve, un idéal, une fleur fragile.

Elle doit inclure un maximum de droits et un minimum d'exclusions. L'égalité y est fondamentale, l'alternance nécessaire. Elle doit protéger l'individu. Elle est un cheminement.

« Ce sont vos frères et sœurs de l'Europe qui vous regardent quand vous irez voter »

On ne naît pas démocrate, on le devient. Il faut d'abord une individualité, de la sécurité, même physique. Il faut de la tolérance. Chaque individu doit sauvegarder son identité.

Les jeunes ne sont pas absents de la démocratie, ils sont dans d'autres lieux.

En 1991, la Lettonie a repris sa constitution, a privatiser, a créé des partis politiques (après le communisme, la gauche était mal vue et ne représentait que 5 députés sur 550). Elle a rencontré le problème de la transition économique. Aujourd'hui, il y a une crise du capitalisme ; le monde de la finance est à réformer. Il faut faire revenir la finance dans son rôle d'assistance à l'économie.

Les inégalités se creusent ; l'aristocratie est remplacée par les puissances financières.

15- Conclusions par Jérôme Vignon, Président des Semaines sociales de France

Nous avons besoin d'un christianisme civique. Soyons fidèles comme français à la solidarité.

Le projet qui se dégage :

1. Réduire et combattre les inégalités de richesse et de rémunération qui tuent le lien social,
 - ⤴ plafonner les rémunérations.
 - ⤴ Réformer les prélèvements fiscaux et sociaux sur les revenus et sur le patrimoine.
2. Donner une autre place à l'Europe :
 - ⤴ avoir un projet clair, respecter la subsidiarité et ré-ancrer le projet européen au niveau national
 - ⤴ rendre la démocratie réelle car tous disposent d'un savoir à rencontrer. Les SSF proposent une formation.
3. Les institutions sont nécessaires
4. Toute grande réforme doit bénéficier d'une étude d'impact
5. Les tiers garants sont nécessaires
6. Concernant l'Église, il est souhaité un exercice plus collégial du discernement et une plus grande ouverture de l'Église en France.

En conclusion, encourageons les politiques !